

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1992 B 10288
Numéro SIREN : 388 156 499
Nom ou dénomination : SOCIETE D'INDEMNISATIONS REGIONALES DU CREDIT AGRICOLE

Ce dépôt a été enregistré le 01/07/2022 sous le numéro de dépôt 74501



PACIFICA – ASSURANCES DOMMAGES

COMPTES SOCIAUX 2021 EN NORMES FRANÇAISES

SIRCA



Copie certifiée conforme à l'original

**AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ**



ASSURANCES

Sommaire

1 ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX.....	8
2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	8
2.1 Activité de la Société.....	8
2.2 Autres Faits marquants	9
2.3 Evénements postérieurs à la clôture.....	9
3 INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODE A UTILISER	10
3.1 Modes et méthodes d'évaluation	10
3.2 Changement de méthode opéré en 2021	10
3.3 Méthodes d'évaluation sur les postes de Bilan	10
3.3.1 Calcul des amortissements.....	10
3.3.2 Provision pour dépréciation	10
3.3.3 Evaluation des autres actifs.....	10
4 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	11
4.1 Produits d'exploitation.....	11
4.2 Charges d'exploitation.....	11
4.3 Résultat financier	12
5 INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN	13
5.1 Bilan - Actif.....	13
5.1.1 Mouvements sur actifs corporels, incorporels et financiers.....	13
5.1.2 Actifs circulants	14
5.2 Bilan - Passif.....	14
5.2.1 Capitaux propres.....	14
5.2.2 Provisions pour risques et charges.....	15
5.2.3 Dettes.....	16
5.2.4 Listes des cautions bancaires.....	18
6 AUTRES INFORMATIONS	19
6.1 Informations spécifiques sur le personnel et les dirigeants	19

6.2 Informations spécifiques sur le droit individuel à la formation	19
6.3 Informations spécifiques sur les honoraires des commissaires aux comptes	19
6.4 Informations opérations entreprises liées	20

Bilan 2021 Actif

Exercice clos le 31 décembre 2021

(en euros)

	Brut	Amortissement et provisions	31/12/2021	31/12/2020
ACTIF IMMOBILISE				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles :	11 822 457	10 715 697	1 106 759	1 223 601
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	11 822 457	10 715 697	1 106 759	1 223 601
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :	31 528 834	21 929 164	9 599 670	7 160 911
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	31 528 834	21 929 164	9 599 670	7 160 911
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :	175 746	-	175 746	128 965
Participations	10	-	10	10
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts				
Autres immobilisations financières	175 736		175 736	128 955
TOTAL I	43 527 037	32 644 861	10 882 175	8 513 477
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :	347 992	-	347 992	460 034
Matières premières et autres				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	347 992		347 992	460 034
Créances :	2 511 990	-	2 511 990	2 539 918
Créances clients et comptes rattachés	901 007		901 007	519 428
Autres créances	1 610 983		1 610 983	2 020 490
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement :	58 644 826	-	58 644 826	58 946 747
Actions propres				
Autres titres	58 644 826		58 644 826	58 946 747
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	12 373 762		12 373 762	1 583 475
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF :				
Charges constatées d'avance (3)				
TOTAL II	73 878 570	-	73 878 570	63 530 176
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	117 405 607	32 644 861	84 760 746	72 043 653

Bilan 2021 Passif**Exercice clos le 31 décembre 2021***(en euros)*

	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES :		
Capital	7 448	7 448
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
Réserves :	22	22
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	22	22
Autres		
Report à Nouveau	-	-
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	693 214	766 231
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	700 684	773 701
AUTRES FONDS PROPRES :		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL I bis	-	-
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :		
Provisions pour Risques		
Provisions pour Charges	6 922 484	7 607 575
TOTAL II	6 922 484	7 607 575
DETTES :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 617 958	38 352
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	3
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	22 630 977	16 405 373
Dettes fiscales et sociales	42 667 762	37 096 576
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes diverses	5 220 880	10 122 072
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF :		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	77 137 577	63 662 376
Ecarts de conversion Passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	84 760 746	72 043 653

Compte de Résultat 2021 - Débit
Exercice clos le 31 décembre 2021

(en euros)

	31/12/2021	31/12/2020
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes *	35 968 618	34 585 169
Impôts, taxes et versements assimilés	12 155 897	10 884 118
Salaires et traitements	65 537 888	58 092 393
Charges sociales	30 368 352	27 063 078
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 820 041	1 586 721
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	212 242
Autres charges	4 656	22
TOTAL I	145 855 452	132 423 742
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en		
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (2)	199 712	111 219
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de	211 756	214 580
TOTAL III	411 468	325 799
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	126 327	
Sur opérations en capital	2	
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL IV	126 328	-
Participations des salariés aux résultats de l'entreprise	3 614 722	2 002 323
Impôts sur les bénéfices (VI)		
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV+V+VI)	150 007 970	134 751 864
Solde créditeur = bénéfice (3)	693 214	766 231
TOTAL GENERAL	150 701 184	135 518 095

Compte de Résultat 2021 - Crédit
Exercice clos le 31 décembre 2021

(en euros)

	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens et services	149 834 368	135 439 711
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires	149 834 368	135 439 711
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	181 719	
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de	685 091	78 339
Autres produits	6	46
Sous-total B	866 816	78 384
TOTAL I (A+B)	150 701 184	135 518 095
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en		
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations (2)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif		
Autres intérêts et produits assimilés (2)		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de		
TOTAL III	-	-
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL IV	-	-
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	150 701 184	135 518 095
Solde débiteur = perte (3)		
TOTAL GENERAL	150 701 184	135 518 095

1 ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

Les comptes annuels de l'exercice sont relatifs à l'exercice 2021 d'une durée de 12 mois, débutant le 1er janvier 2021, et clôturant le 31 décembre 2021

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables définies par le Code du Commerce (article 25 du Décret 83 - 1020 du 29/11/1983) et par le Plan Comptable Général.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Principe de prudence ;
- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes.

2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.1 Activité de la Société

Le nombre de sinistres est en hausse en 2021. La SIRCA a ainsi ouvert 1.370.051 sinistres, en hausse de 11,8% par rapport à 2020, répartis comme suit :

• Sinistres IARD :	1.042.454 sinistres (soit 76,1% du total) soit +11,3% vs 2020
• Sinistres PJ :	277.937 sinistres (soit 20,3% du total) soit +5,4% vs 2020
• Sinistres AC-MC-FO :	19.342 sinistres (soit 1,4% du total) soit +4,6% vs 2020
• Sinistres ATM :	30.056 sinistres (soit 2,2% du total) soit +462,6% vs 2020
• Sinistres UGSE :	262 sinistres (soit 0,02% du total) soit -78,5% vs 2020

En 2021, 64.844 sinistres sont liés à un événement climatique, soit +14% par rapport à 2020. L'année 2021 a été caractérisée principalement par des événements de type Inondations-Pluie (48% des sinistres et 41% de la charge nette totale).

- L'évènement Tempête-Grêle-Pluie du 16 au 29 juin 2021 représente 20 978 sinistres, soit 32% des sinistres de l'ensemble des événements survenus pendant l'année.
- L'évènement Tempête Aurore du 20 au 21 octobre 2021 représente 7 627 sinistres, soit 12% des sinistres de l'ensemble des événements survenus pendant l'année.
- L'évènement Pluie-Inondations du 14 au 16 septembre 2021 représente 4 263 sinistres, soit 7% des sinistres de l'ensemble des événements survenus pendant l'année.

Pour rappel, 57.122 sinistres liés à des événements climatiques ont été enregistrés en 2020 (avec 36.055 sinistres « Tempêtes » et 16.510 sinistres « Inondations-pluie »).

Enfin, hors événements climatiques, le nombre de sinistres 2021 (représentant 95,3% des sinistres totaux) est en hausse de 11,8% par rapport à 2020.

2.2 Autres Faits marquants

- Renforcement des effectifs avec des ETP moyens en augmentation de +161 CDI en 2021 par rapport à 2020, en lien avec de moindres recrutements en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire et pour faire face à l'augmentation du nombre de sinistres, en particulier en IARD.
- La Crise sanitaire liée à la COVID-19 continue de peser sur l'activité de la société marquée par :
 - La poursuite du travail à distance, puis la signature d'un accord de télétravail qui prévoit 2 jours de télétravail par semaine,
 - Le maintien de la cellule stock créée fin 2020 et dédiée au traitement des dossiers en stock,
 - Des investissements pour faciliter la mobilité/travail à domicile.
- La Société a fait l'objet d'un contrôle fiscal durant l'année 2021 portant sur les exercices 2018 et 2019. Les chefs de redressement portent sur les déclarations de TVA et de la CVAE. La société a demandé à bénéficier de la procédure de régularisation soit au total 60.138 € au titre de la TVA et 203.289 € au titre de la CVAE. La société n'a pas souhaité contester.
- Le succès commercial d'ATM génère une forte croissance des sinistres de cette nouvelle offre.
- L'accélération des investissements dans l'IA au service du traitement des flux en forte croissance s'est poursuivie en 2021.

2.3 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, et de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes clos au 31 décembre 2021, n'a été constaté.

La crise en Ukraine n'a eu qu'un impact limité sur l'activité puisque SIRCA est une société de courtage dédiée à la gestion des sinistres pour les clients de Pacifica situés sur le territoire français.

3 INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODE A UTILISER

3.1 Modes et méthodes d'évaluation

Les modes et méthodes d'évaluations appliquées aux divers postes du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, sont ceux définis dans le plan comptable général.

3.2 Changement de méthode opéré en 2021

Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler sur l'exercice 2021.

3.3 Méthodes d'évaluation sur les postes de Bilan

L'ensemble des chiffres monétaires est exprimé en milliers d'euros sauf mention explicite.

3.3.1 Calcul des amortissements

Les amortissements des diverses immobilisations de la société sont calculés de façon linéaire, en fonction de la durée de vie du bien.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Progiciels site central	: 5 ans
- Frais d'établissement	: 5 ans
- Mobilier et matériel	: 10 ans
- Agencements et installations	: 3 ans
- Matériel informatique	: 3 ans
- Logiciel micro-informatique	: 3 ans

A noter qu'à compter des acquisitions effectuées depuis 2016, le mobilier et le matériel de bureau est amorti linéairement sur une durée de 10 ans, contre 5 ans précédemment.

3.3.2 Provision pour dépréciation

En cas de perte probable sur un bien immobilisé ou sur une créance certaine, la société constitue une provision pour dépréciation d'actif.

3.3.3 Evaluation des autres actifs

Les autres actifs représentés par des créances sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. La société procède lors de l'inventaire à une estimation des produits à recevoir de façon certaine. Les titres obligataires et les SICAV monétaires sont inscrits à leur prix d'achat à la date d'acquisition.

4 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont composés :

- Du chiffre d'affaires net : celui-ci s'élève à 149,8 millions d'euros contre 135,4 millions d'euros en 2020, en augmentation de 10,6%;
- Des subventions d'exploitation : pour 0,19 million d'euros en 2021 ;
- Des reprises sur provisions et amortissements : pour 0,69 million d'euros en 2021.

4.2 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation en 2021 ont augmenté de 10% par rapport à 2020, passant de 132,4 millions d'euros à 145,9 millions d'euros.

- La hausse du poste « Salaires et Traitements » et « Charges salariales » en 2021 (+13%) s'explique, outre par l'effet des NAO et du parcours de montée en compétence, par la croissance des effectifs en 2021 visant à faire face à la forte hausse d'activité en IARD, en Protection Juridique et en Récoltes, à laquelle s'ajoute la complexité croissante des dossiers.
- La hausse du poste « Autres Achats et Charges Externes » provient principalement :
 - Des effets de la crise sanitaire liée à la COVID-19 qui a généré de nombreuses dépenses,
 - Les charges de locaux en progression du fait de l'ouverture de nouvelles UGS fin 2020 et des déménagements/réaménagements qui ont eu lieu au cours de l'exercice.
 - Des frais postaux et communication en lien avec l'effet base en 2020 (crise sanitaire), la reprise d'activité et la hausse du nombre de sites.
- La progression du poste impôts et taxes (+12%) s'explique essentiellement par une hausse du montant des taxes sur les salaires mais également de diverses taxes (CVAE, CFE..).
- Les dotations aux amortissements et provisions (hors provisions pour risques et charges) sont en progression de 15% par rapport à 2020, en lien avec les aménagements réalisés en UGS.

Les dotations aux provisions pour risques et charges sont nulles en 2021.

Les différentes composantes de ces charges et les variations entre 2020 et 2021 sont décrites ci-dessous :

En milliers d'euros	2021	2020	%
Autres Achats et Charges Externes	35 969	34 585	4%
Loyers et Charges Locatives	9 456	8 514	
Frais postaux et de communication	3 773	3 353	
Autres Dépenses	22 739	22 719	
Impôts et Taxes	12 156	10 884	12%
Taxes sur les Salaires	7 286	6 410	
Taxes Professionnelles	1 539	1 787	
Taxes diverses	3 331	2 687	
Salaires et Traitements	65 538	58 092	13%
Masse Salariale	56 154	51 132	
Provision Congés Payés et RTT	947	965	
Intéressement	5 894	5 147	
Autres Dépenses	2 543	849	
Charges Salariales	30 368	27 063	12%
Dotations aux Amortissements et Provisions	1 820	1 587	15%
Amortissements Actifs Corporels	1 332	1 062	
Amortissements Actifs Incorporels	488	525	
Dotations aux Provisions pour risques et charges	-	212	(100)%
Autres charges	5	-	
Total des charges d'exploitation	145 855	132 423	10%

4.3 Résultat financier

Le résultat financier est de -0,41 million d'euros en 2021 contre une charge de -0,3 million d'euros en 2020.

5 INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN

5.1 Bilan - Actif

5.1.1 Mouvements sur actifs corporels, incorporels et financiers

- Actifs corporels et incorporels

<i>(En milliers euros)</i>	31/12/2020	Augmentation 2021	Diminution 2021	31/12/2021
Immobilisations Brutes				
Incorporelles	11 451	372	-	11 822
Corporelles	27 758	3 770	-	31 529
TOTAL	39 209	4 142	-	43 351
Amortissements				
Incorporels	10 227	488	-	10 716
Corporels	20 597	1 332	-	21 929
TOTAL	30 825	1 820	-	32 645
Immobilisations Nettes				
Incorporelles	1 224	(117)	-	1 107
Corporelles	7 161	2 439	-	9 600
TOTAL	8 385	2 322	-	10 706

- Actifs financiers

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2020	Augmentation 2021	Diminution 2021	31/12/2021
Sicav monétaires	58 947	159 603	(159 905)	58 645
Titres subordonnés	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	129	47	-	176

5.1.2 Actifs circulants

L'actif circulant est constitué des éléments ci-dessous :

(en milliers euros)	2021			2020
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant Brut
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières	176	176		129
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	901	901		519
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	331	331		442
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	-	-		-
Autres impôts taxes et versements assimilés	183	183		388
Divers				
Groupe et associés (2)	18	18		20
Débiteurs divers	1 079	1 079		1 170
Charges constatées d'avance				
TOTAL	2 688	2 688	-	2 669

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Débiteurs divers : il s'agit des « Produits à recevoir » pour un montant de 32 776 euros et des comptes d'attentes Fournisseurs et immobilisations pour 1,04 million d'euros.

5.2 Bilan - Passif

5.2.1 Capitaux propres

Au 31 décembre 2021, le capital de la société de 7.448 euros, est détenu par les 39 Caisses Régionales du Crédit Agricole, par la BANQUE CHALUS, par LCL, et par PACIFICA en tant que gérant. Ce capital de 7.448 euros est divisé en 49 parts dont la valeur nominale est de 152 €.

Avant affectation du résultat de 693.214 euros, les capitaux propres au 31 décembre 2021 ressortent à 700.684 euros.

(En euros)	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Capital	7 448			7 448
Réserves	22			22
Bénéfice de l'exercice	766 231	693 214	(766 231)	693 214
Total	773 701	693 214	(766 231)	700 684

Nous rappelons que les résultats de la Société sont portés au compte courant des associés après décision de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice.

5.2.2 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Montant brut au début de l'exercice 2 021	Augmentations: Dotations de l'exercice 2 021	Diminutions: Reprises de l'exercice 2 021	Montant à la fin de l'exercice 2 021
Provisions pour risques et charges				
Provisions indemnités de départ en retraite	-	-	-	-
Provisions médaille du travail	4 440	-	169	4 271
Provisions congés anniversaire	2 803	-	264	2 539
Provisions pour litiges	365	-	252	112
Total	7 608	-	685	6 923

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Le calcul des indemnités de fin de carrière est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :
 $(\text{Salaire Brut des 12 derniers mois} / 12) \times 20\%$ par année d'ancienneté, plafonné à 6 mois de salaire mensuel.

Le salaire brut est revalorisé à l'âge de la retraite.

Cette provision tient également compte d'un taux de mortalité, de la probabilité de présence du salarié dans l'entreprise lors du départ à la retraite, ainsi que du taux d'actualisation Iboxx Euro Corporate AA, fonction de la durée moyenne de l'engagement.

La recommandation 2013-02 a eu pour effet de modifier le calcul des engagements de retraite et avantages similaires.

SIRCA n'a pas été impacté par cette modification, cette provision étant déjà externalisée pour sa totalité auprès de PREDICA.

Provision pour médaille du travail

Le calcul de la provision est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

Au salaire brut mensuel à la date d'inventaire sont appliqués le taux de prime de la médaille X par le taux de progression des salaires vu à la date d'attribution de la médaille X par l'espérance de vie jusqu'à l'âge de la médaille X par la probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge d'attribution.

Dates d'attribution des médailles : 20 ans, 30 ans, 35 et 40 ans d'ancienneté professionnelle.

Le taux d'actualisation applicable est Iboxx Euro Corporate AA Iboxx Euro Corporate AA en fonction de la durée moyenne de l'engagement.

En 2021, la table de mortalité utilisée était une table mixte hommes/femmes en fonction des effectifs de la SIRCA. La définition du périmètre des motifs de turnover a également fait l'objet d'une revue.

Provisions pour congés anniversaires

Le calcul de la provision est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

Au salaire mensuel à la date d'inventaire est appliqué le rapport (nombre de jours de congés anniversaire divisé par le nombre de jours ouvrés du mois) X par le taux de progression des salaires vu à la date d'attribution des jours de congés anniversaire X par l'espérance de vie jusqu'à la date d'attribution des jours de congés X par la probabilité de présence dans l'entreprise au moment de l'attribution de ces jours de congés.

Dates d'acquisition des congés : 10 ans, 20 ans, et 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise donnent droit respectivement à 5, 10 et 15 jours de congés.

En 2021, la table de mortalité utilisée était une table mixte hommes/femmes en fonction des effectifs de la SIRCA. La définition du périmètre des motifs de turnover a également fait l'objet d'une revue.

Provisions pour litiges

La provision comptabilisée à fin 2021 concerne quatre contentieux en cours, relatifs à des litiges avec d'anciens salariés de la Société.

5.2.3 Dettes

Les dettes sont constituées des éléments ci-dessous :

	2021			2020
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant Brut
(en milliers euros)				
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit: (1)				
- à un an maximum à l'origine	6 618	6 618		38
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunt et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	22 631	22 631		16 405
Personnel et comptes rattachés	25 588	25 588		21 160
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 017	12 017		11 280
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	21	21		5
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	5 041	5 041		4 651
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	2 597	2 597		4 335
Autres dettes	2 624	2 624		5 787
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	77 138	77 138		63 662

(1) emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Ce poste a fortement augmenté entre décembre 2020 et décembre 2021, passant de 0,04 million d'euros à 6,6 millions d'euros. Il s'agit du compte bancaire lié aux activités du pôle fournisseurs et du compte bancaire lié aux activités de paie.

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste a augmenté par rapport à décembre 2020 passant de 16,4 millions d'euros à 22,6 millions d'euros soit une hausse de +38%.

Cette rubrique est constituée du poste relatif aux charges à payer « Fournisseurs Factures non Parvenues » pour un montant de 16,7 millions d'euros, constaté au 31 décembre sur la base du budget annuel.

Le poste « Fournisseurs » qui était nul en 2020 s'élève à fin 2021 à 5,9 millions d'euros. Ce solde est constitué pour l'essentiel d'une facture PACIFICA pour un montant de 4,9 M€ qui a été réglée début 2022.

- Groupe et associés

Ce poste représente la dette de la SIRCA envers PACIFICA, liée à la régularisation sur les appels de fonds de l'exercice, soit 2,5 millions d'euros au titre des appels de fonds PJ – UGR et UGSE 2021.

- Autres dettes

Ce poste représente la dette de la SIRCA envers les Caisses régionales et LCL, liée à la régularisation sur les appels de fonds de l'exercice, soit 2,6 millions d'euros au titre des appels de fonds IARD et ATM 2021.

5.2.4 Listes des cautions bancaires

Crédit agricole SA s'est porté caution sur les baux commerciaux suivants :

GARANTIE_NOM	CONTREPARTIE	DATE D'EFFET CAUTION	ENCOURS GARANTIES
PACIFICA CESSON SEVIGNE	STE OCDL	01/07/2017	46 412,39
PACIFICA_SIRCA_UGS_POITIERS_FUT UROSCOPE	VENDOME	01/04/2015	72 982,08
PACIFICA_SIRCA_UGS_METZ	ADIM EST	26/08/2011	89 582,02
Pacifica sirca UGS - Mont Saint-Aignan (Rouen)	IMEFA 113	14/12/2018	62 518,63
PACIFICA Clermont	SCI ZENITH TRIDENT C	01/04/2017	52 195,21
PACIFICA LE VERSEAU STRASBOURG	SCPI ALLIANZ PIERRE	01/11/2017	80 046,26
PACIFICA_BORDEAUX_PLAZA	FRUCTIREGIONS	01/09/2016	82 920,62
Pacifica Sirca UGS - Bois Guillaume (Rouen)	LA NORMANDE IMMOBILIERE	01/05/2018	74 193,54
Pacifica Sirca - Synergie Park Arras	SARL SYNERGIE PARK	01/09/2020	60 727,50
PACIFICA - SIRCA - SAINT ETIENNE	Keys les verts	01/09/2019	31 799,16
PACIFICA - NOUVEAU LYON	UNOFIMMO	15/06/2020	97 194,41
PACIFICA - SIRCA - LA ROCHE SUR YON	GIBOIRE ENTREPRISE ET COMMERCE	01/07/2020	34 065,50

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Informations spécifiques sur le personnel et les dirigeants

Effectif moyen (y compris contrat à durée déterminée)	2021	2020	2019
Direction	2		
Cadres	462	430	402
Non cadres	1 269	1 142	1 100
Total du personnel	1733	1572	1503

6.2 Informations spécifiques sur le droit individuel à la formation

Depuis 2015, les comptes du droit individuel à la formation ont été transférés sur les comptes personnels de formation, désormais géré par la Caisse des Dépôts et Consignations. La société n'est donc plus détentrice de ces informations.

6.3 Informations spécifiques sur les honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'audit légal des comptes 2021 s'élève à 14.130 euros HT.

La répartition des honoraires entre les deux commissaires aux comptes est présentée ci-après :

- Pour le cabinet EY : 7.065 € HT
- Pour le cabinet PWC : 7.065 € HT

6.4 Informations opérations entreprises liées

(en milliers d'euros)	2021			2020		
	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan
TOTAL ACTIF	2021			2020		
Placements et immobilisations (Valeur Nette)	-		69 527	-		67 460
Participations	-		-	-		-
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-		-	-		-
Autres titres immobilisés	-		-	-		-
Autres titres			58 645			58 947
Autres immobilisations corporelles			9 600			7 161
Autres immobilisations financières			176			129
Autres immobilisations incorporelles			1 107			1 224
Autres Actifs	12 509		15 234	1 684		4 583
Avances et acomptes versés sur commande			348			460
Créances clients et comptes rattachés			901			519
Autres créances	135		1 097	101		1 578
Personnel et comptes rattachés			514			442
Disponibilités	12 374		12 374	1 583		1 583
TOTAL	12 509		84 761	1 684		72 044

(en milliers d'euros)	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan
TOTAL PASSIF	2021			2020		
Capital			7			7
Réserves réglementées			-			-
résultat			693			766
Provisions pour Charges			6 922			7 608
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 618		6 618	38		38
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-		-	-		-
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	1 250		22 631	3 893		16 405
Dettes fiscales et sociales			42 668			37 097
Autres dettes diverses	5 221		5 221	10 122		10 122
TOTAL	13 088		84 761	14 054		72 044

Mentions légales

SIRCA – Société en nom collectif au capital de 7.448 euros

Siège social : 8/10 Boulevard de Vaugirard 75724 Paris Cedex 15. 388 156 499 RCS Paris.

N° de TVA : FR 29 388 156 499.

Déclaration N° SAP 388156499.

**SOCIETE D'INDEMNISATIONS REGIONALES DU CREDIT AGRICOLE
SIRCA**

Société en nom collectif
Au capital de 7.448 euros
Siège social : 8/10, boulevard de Vaugirard
75724 Paris Cedex 15

388 156 499 R.C.S. Paris

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE EN DATE DU 21 JUIN 2022**

TROISIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021

L'assemblée générale, statuant conformément aux stipulations de l'article 16 des statuts de la Société, approuvant les propositions de la Gérance, décide d'affecter, conformément à l'article 18 des statuts de la Société, le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 693.214 euros au crédit du compte courant de chacun des associés au *prorata* de leur participation.

.../...

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *
*

Extrait certifié conforme à l'original.



M. Guillaume ORECKIN
Pour PACIFICA
Gérante

**Société d'Indemnisations Régionales du Crédit
Agricole**

SIRCA

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
S.A.S. au capital de € 2 510 460
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Société d'Indemnisations Régionales du Crédit Agricole SIRCA

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la SIRCA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SIRCA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations d'assurance et de réassurance, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire, conformément à la circulaire de la Fédération Française de l'Assurance du 29 mai 2017.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 1^{er} juin 2022

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG Audit

Jérôme-Eric Gras

Olivier Drion



PACIFICA – ASSURANCES DOMMAGES

COMPTES SOCIAUX 2021 EN NORMES FRANÇAISES

SIRCA

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



Sommaire

1 ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX.....	8
2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.....	8
2.1 Activité de la Société.....	8
2.2 Autres Faits marquants	9
2.3 Evènements postérieurs à la clôture.....	9
3 INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODE A UTILISER	10
3.1 Modes et méthodes d'évaluation	10
3.2 Changement de méthode opéré en 2021	10
3.3 Méthodes d'évaluation sur les postes de Bilan	10
3.3.1 Calcul des amortissements.....	10
3.3.2 Provision pour dépréciation	10
3.3.3 Evaluation des autres actifs.....	10
4 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	11
4.1 Produits d'exploitation.....	11
4.2 Charges d'exploitation.....	11
4.3 Résultat financier	12
5 INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN	13
5.1 Bilan - Actif.....	13
5.1.1 Mouvements sur actifs corporels, incorporels et financiers.....	13
5.1.2 Actifs circulants	14
5.2 Bilan - Passif	14
5.2.1 Capitaux propres.....	14
5.2.2 Provisions pour risques et charges.....	15
5.2.3 Dettes.....	16
5.2.4 Listes des cautions bancaires.....	18
6 AUTRES INFORMATIONS	19
6.1 Informations spécifiques sur le personnel et les dirigeants	19

6.2 Informations spécifiques sur le droit individuel à la formation	19
6.3 Informations spécifiques sur les honoraires des commissaires aux comptes	19
6.4 Informations opérations entreprises liées.....	20

Bilan 2021 Actif

Exercice clos le 31 décembre 2021

(en euros)

	Brut	Amortissement et provisions	31/12/2021	31/12/2020
ACTIF IMMOBILISE				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles :	11 822 457	10 715 697	1 106 759	1 223 601
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	11 822 457	10 715 697	1 106 759	1 223 601
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :	31 528 834	21 929 164	9 599 670	7 160 911
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	31 528 834	21 929 164	9 599 670	7 160 911
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :	175 746	-	175 746	128 965
Participations	10		10	10
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-		-	-
Autres titres immobilisés	-		-	-
Prêts				
Autres immobilisations financières	175 736		175 736	128 955
TOTAL I	43 527 037	32 644 861	10 882 175	8 513 477
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :	347 992	-	347 992	460 034
Matières premières et autres				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	347 992		347 992	460 034
Créances :	2 511 990	-	2 511 990	2 539 918
Créances clients et comptes rattachés	901 007		901 007	519 428
Autres créances	1 610 983		1 610 983	2 020 490
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement :	58 644 826	-	58 644 826	58 946 747
Actions propres				
Autres titres	58 644 826		58 644 826	58 946 747
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	12 373 762		12 373 762	1 583 475
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF :				
Charges constatées d'avance (3)				
TOTAL II	73 878 570	-	73 878 570	63 530 176
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	117 405 607	32 644 861	84 760 746	72 043 653

Bilan 2021 Passif**Exercice clos le 31 décembre 2021**

<i>(en euros)</i>		
	31/12/2021	31/12/2020
CAPITAUX PROPRES :		
Capital	7 448	7 448
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
Réserves :	22	22
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	22	22
Autres		
Report à Nouveau	-	-
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	693 214	766 231
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	700 684	773 701
AUTRES FONDS PROPRES :		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL I bis	-	-
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :		
Provisions pour Risques		
Provisions pour Charges	6 922 484	7 607 575
TOTAL II	6 922 484	7 607 575
DETTES :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	6 617 958	38 352
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	3
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	22 630 977	16 405 373
Dettes fiscales et sociales	42 667 762	37 096 576
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes diverses	5 220 880	10 122 072
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF :		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	77 137 577	63 662 376
Ecarts de conversion Passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	84 760 746	72 043 653

Compte de Résultat 2021 - Débit
Exercice clos le 31 décembre 2021

(en euros)

	31/12/2021	31/12/2020
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes *	35 968 618	34 585 169
Impôts, taxes et versements assimilés	12 155 897	10 884 118
Salaires et traitements	65 537 888	58 092 393
Charges sociales	30 368 352	27 063 078
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 820 041	1 586 721
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	212 242
Autres charges	4 656	22
TOTAL I	145 855 452	132 423 742
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en		
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (2)	199 712	111 219
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de	211 756	214 580
TOTAL III	411 468	325 799
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	126 327	
Sur opérations en capital	2	
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL IV	126 328	-
Participations des salariés aux résultats de l'entreprise	3 614 722	2 002 323
Impôts sur les bénéfices (VI)		
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV+V+VI)	150 007 970	134 751 864
Solde créditeur = bénéfice (3)	693 214	766 231
TOTAL GENERAL	150 701 184	135 518 095

Compte de Résultat 2021 - Crédit
Exercice clos le 31 décembre 2021

(en euros)		
	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens et services	149 834 368	135 439 711
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires	149 834 368	135 439 711
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	181 719	
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de	685 091	78 339
Autres produits	6	46
Sous-total B	866 816	78 384
TOTAL I (A+B)	150 701 184	135 518 095
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en		
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations (2)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif		
Autres intérêts et produits assimilés (2)		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de		
TOTAL III	-	-
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL IV	-	-
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	150 701 184	135 518 095
Solde débiteur = perte (3)		
TOTAL GENERAL	150 701 184	135 518 095

1 ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

Les comptes annuels de l'exercice sont relatifs à l'exercice 2021 d'une durée de 12 mois, débutant le 1er janvier 2021, et clôturant le 31 décembre 2021

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables définies par le Code du Commerce (article 25 du Décret 83 - 1020 du 29/11/1983) et par le Plan Comptable Général.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Principe de prudence ;
- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes.

2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.1 Activité de la Société

Le nombre de sinistres est en hausse en 2021. La SIRCA a ainsi ouvert 1.370.051 sinistres, en hausse de 11,8% par rapport à 2020, répartis comme suit :

Sinistres IARD :	1.042.454 sinistres (soit 76,1% du total) soit +11,3% vs 2020
Sinistres PJ :	277.937 sinistres (soit 20,3% du total) soit +5,4% vs 2020
Sinistres AC-MC-FO :	19.342 sinistres (soit 1,4% du total) soit +4,6% vs 2020
Sinistres ATM :	30.056 sinistres (soit 2,2% du total) soit +462,6% vs 2020
Sinistres UGSE :	262 sinistres (soit 0,02% du total) soit -78,5% vs 2020

En 2021, 64.844 sinistres sont liés à un évènement climatique, soit +14% par rapport à 2020. L'année 2021 a été caractérisée principalement par des évènements de type Inondations-Pluie (48% des sinistres et 41% de la charge nette totale).

L'évènement Tempête-Grêle-Pluie du 16 au 29 juin 2021 représente 20 978 sinistres, soit 32% des sinistres de l'ensemble des évènements survenus pendant l'année.

L'évènement Tempête Aurore du 20 au 21 octobre 2021 représente 7 627 sinistres, soit 12% des sinistres de l'ensemble des évènements survenus pendant l'année.

L'évènement Pluie-Inondations du 14 au 16 septembre 2021 représente 4 263 sinistres, soit 7% des sinistres de l'ensemble des évènements survenus pendant l'année.

Pour rappel, 57.122 sinistres liés à des évènements climatiques ont été enregistrés en 2020 (avec 36.055 sinistres « Tempêtes » et 16.510 sinistres « Inondations-pluie »).

Enfin, hors évènements climatiques, le nombre de sinistres 2021 (représentant 95,3% des sinistres totaux) est en hausse de 11,8% par rapport à 2020.

2.2 Autres Faits marquants

- Renforcement des effectifs avec des ETP moyens en augmentation de +161 CDI en 2021 par rapport à 2020, en lien avec de moindres recrutements en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire et pour faire face à l'augmentation du nombre de sinistres, en particulier en IARD.
- La Crise sanitaire liée à la COVID-19 continue de peser sur l'activité de la société marquée par :
 - La poursuite du travail à distance, puis la signature d'un accord de télétravail qui prévoit 2 jours de télétravail par semaine,
 - Le maintien de la cellule stock créée fin 2020 et dédiée au traitement des dossiers en stock,
 - Des investissements pour faciliter la mobilité/travail à domicile.
- La Société a fait l'objet d'un contrôle fiscal durant l'année 2021 portant sur les exercices 2018 et 2019. Les chefs de redressement portent sur les déclarations de TVA et de la CVAE. La société a demandé à bénéficier de la procédure de régularisation soit au total 60.138 € au titre de la TVA et 203.289 € au titre de la CVAE. La société n'a pas souhaité contester.
- Le succès commercial d'ATM génère une forte croissance des sinistres de cette nouvelle offre.
- L'accélération des investissements dans l'IA au service du traitement des flux en forte croissance s'est poursuivie en 2021.

2.3 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, et de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes clos au 31 décembre 2021, n'a été constaté.

La crise en Ukraine n'a eu qu'un impact limité sur l'activité puisque SIRCA est une société de courtage dédiée à la gestion des sinistres pour les clients de Pacifica situés sur le territoire français.

3 INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODE A UTILISER

3.1 Modes et méthodes d'évaluation

Les modes et méthodes d'évaluations appliquées aux divers postes du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, sont ceux définis dans le plan comptable général.

3.2 Changement de méthode opéré en 2021

Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler sur l'exercice 2021.

3.3 Méthodes d'évaluation sur les postes de Bilan

L'ensemble des chiffres monétaires est exprimé en milliers d'euros sauf mention explicite.

3.3.1 Calcul des amortissements

Les amortissements des diverses immobilisations de la société sont calculés de façon linéaire, en fonction de la durée de vie du bien.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- | | |
|--------------------------------|----------|
| - Progiciels site central | : 5 ans |
| - Frais d'établissement | : 5 ans |
| - Mobilier et matériel | : 10 ans |
| - Agencements et installations | : 3 ans |
| - Matériel informatique | : 3 ans |
| - Logiciel micro-informatique | : 3 ans |

A noter qu'à compter des acquisitions effectuées depuis 2016, le mobilier et le matériel de bureau est amorti linéairement sur une durée de 10 ans, contre 5 ans précédemment.

3.3.2 Provision pour dépréciation

En cas de perte probable sur un bien immobilisé ou sur une créance certaine, la société constitue une provision pour dépréciation d'actif.

3.3.3 Evaluation des autres actifs

Les autres actifs représentés par des créances sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. La société procède lors de l'inventaire à une estimation des produits à recevoir de façon certaine. Les titres obligataires et les SICAV monétaires sont inscrits à leur prix d'achat à la date d'acquisition.

4 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont composés :

- Du chiffre d'affaires net : celui-ci s'élève à 149,8 millions d'euros contre 135,4 millions d'euros en 2020, en augmentation de 10,6%;
- Des subventions d'exploitation : pour 0,19 million d'euros en 2021 ;
- Des reprises sur provisions et amortissements : pour 0,69 million d'euros en 2021.

4.2 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation en 2021 ont augmenté de 10% par rapport à 2020, passant de 132,4 millions d'euros à 145,9 millions d'euros.

- La hausse du poste « Salaires et Traitements » et « Charges salariales » en 2021 (+13%) s'explique, outre par l'effet des NAO et du parcours de montée en compétence, par la croissance des effectifs en 2021 visant à faire face à la forte hausse d'activité en IARD, en Protection Juridique et en Récoltes, à laquelle s'ajoute la complexité croissante des dossiers.
- La hausse du poste « Autres Achats et Charges Externes » provient principalement :
 - Des effets de la crise sanitaire liée à la COVID-19 qui a généré de nombreuses dépenses, Les charges de locaux en progression du fait de l'ouverture de nouvelles UGS fin 2020 et des déménagements/réaménagements qui ont eu lieu au cours de l'exercice.
 - Des frais postaux et communication en lien avec l'effet base en 2020 (crise sanitaire), la reprise d'activité et la hausse du nombre de sites.
- La progression du poste impôts et taxes (+12%) s'explique essentiellement par une hausse du montant des taxes sur les salaires mais également de diverses taxes (CVAE, CFE..).
- Les dotations aux amortissements et provisions (hors provisions pour risques et charges) sont en progression de 15% par rapport à 2020, en lien avec les aménagements réalisés en UGS.

Les dotations aux provisions pour risques et charges sont nulles en 2021.

Les différentes composantes de ces charges et les variations entre 2020 et 2021 sont décrites ci-dessous :

En milliers d'euros	2021	2020	%
Autres Achats et Charges Externes	35 969	34 585	4%
Loyers et Charges Locatives	9 456	8 514	
Frais postaux et de communication	3 773	3 353	
Autres Dépenses	22 739	22 719	
Impôts et Taxes	12 156	10 884	12%
Taxes sur les Salaires	7 286	6 410	
Taxes Professionnelles	1 539	1 787	
Taxes diverses	3 331	2 687	
Salaires et Traitements	65 538	58 092	13%
Masse Salariale	56 154	51 132	
Provision Congés Payés et RTT	947	965	
Intéressement	5 894	5 147	
Autres Dépenses	2 543	849	
Charges Salariales	30 368	27 063	12%
Dotations aux Amortissements et Provisions	1 820	1 587	15%
Amortissements Actifs Corporels	1 332	1 062	
Amortissements Actifs Incorporels	488	525	
Dotations aux Provisions pour risques et charges	-	212	(100)%
Autres charges	5	-	
Total des charges d'exploitation	145 855	132 423	10%

4.3 Résultat financier

Le résultat financier est de -0,41 million d'euros en 2021 contre une charge de -0,3 million d'euros en 2020.

5 INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN

5.1 Bilan - Actif

5.1.1 Mouvements sur actifs corporels, incorporels et financiers

- Actifs corporels et incorporels

(En milliers euros)	31/12/2020	Augmentation 2021	Diminution 2021	31/12/2021
Immobilisations Brutes				
Incorporelles	11 451	372	-	11 822
Corporelles	27 758	3 770	-	31 529
TOTAL	39 209	4 142	-	43 351
Amortissements				
Incorporels	10 227	488	-	10 716
Corporels	20 597	1 332	-	21 929
TOTAL	30 825	1 820	-	32 645
Immobilisations Nettes				
Incorporelles	1 224	(117)	-	1 107
Corporelles	7 161	2 439	-	9 600
TOTAL	8 385	2 322	-	10 706

- Actifs financiers

	31/12/2020	Augmentation 2021	Diminution 2021	31/12/2021
Sicav monétaires	58 947	159 603	(159 905)	58 645
Titres subordonnés	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	129	47	-	176

5.1.2 Actifs circulants

L'actif circulant est constitué des éléments ci-dessous :

(en milliers euros)	2021			2020
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant Brut
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières	176	176		129
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	901	901		519
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	331	331		442
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	-	-		-
Autres impôts taxes et versements assimilés	183	183		388
Divers				
Groupe et associés (2)	18	18		20
Débiteurs divers	1 079	1 079		1 170
Charges constatées d'avance				
TOTAL	2 688	2 688	-	2 669

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

Débiteurs divers : il s'agit des « Produits à recevoir » pour un montant de 32 776 euros et des comptes d'attentes Fournisseurs et immobilisations pour 1,04 million d'euros.

5.2 Bilan - Passif

5.2.1 Capitaux propres

Au 31 décembre 2021, le capital de la société de 7.448 euros, est détenu par les 39 Caisses Régionales du Crédit Agricole, par la BANQUE CHALUS, par LCL, et par PACIFICA en tant que gérant. Ce capital de 7.448 euros est divisé en 49 parts dont la valeur nominale est de 152 €.

Avant affectation du résultat de 693.214 euros, les capitaux propres au 31 décembre 2021 ressortent à 700.684 euros.

(En euros)	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Capital	7 448			7 448
Réserves	22			22
Bénéfice de l'exercice	766 231	693 214	(766 231)	693 214
Total	773 701	693 214	(766 231)	700 684

Nous rappelons que les résultats de la Société sont portés au compte courant des associés après décision de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice.

5.2.2 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Montant brut au début de l'exercice 2 021	Augmentations: Dotations de l'exercice 2 021	Diminutions: Reprises de l'exercice 2 021	Montant à la fin de l'exercice 2 021
Provisions pour risques et charges				
Provisions indemnités de départ en retraite	-	-	-	-
Provisions médaille du travail	4 440	-	169	4 271
Provisions congés anniversaire	2 803	-	264	2 539
Provisions pour litiges	365	-	252	112
Total	7 608	-	685	6 923

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Le calcul des indemnités de fin de carrière est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu : $(\text{Salaire Brut des 12 derniers mois} / 12) \times 20\%$ par année d'ancienneté, plafonné à 6 mois de salaire mensuel.

Le salaire brut est revalorisé à l'âge de la retraite.

Cette provision tient également compte d'un taux de mortalité, de la probabilité de présence du salarié dans l'entreprise lors du départ à la retraite, ainsi que du taux d'actualisation Iboxx Euro Corporate AA, fonction de la durée moyenne de l'engagement.

La recommandation 2013-02 a eu pour effet de modifier le calcul des engagements de retraite et avantages similaires.

SIRCA n'a pas été impacté par cette modification, cette provision étant déjà externalisée pour sa totalité auprès de PREDICA.

Provision pour médaille du travail

Le calcul de la provision est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

Au salaire brut mensuel à la date d'inventaire sont appliqués le taux de prime de la médaille X par le taux de progression des salaires vu à la date d'attribution de la médaille X par l'espérance de vie jusqu'à l'âge de la médaille X par la probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge d'attribution.

Dates d'attribution des médailles : 20 ans, 30 ans, 35 et 40 ans d'ancienneté professionnelle.

Le taux d'actualisation applicable est Iboxx Euro Corporate AA Iboxx Euro Corporate AA en fonction de la durée moyenne de l'engagement.

En 2021, la table de mortalité utilisée était une table mixte hommes/femmes en fonction des effectifs de la SIRCA. La définition du périmètre des motifs de turnover a également fait l'objet d'une revue.

Provisions pour congés anniversaires

Le calcul de la provision est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

Au salaire mensuel à la date d'inventaire est appliqué le rapport (nombre de jours de congés anniversaire divisé par le nombre de jours ouvrés du mois) X par le taux de progression des salaires vu à la date d'attribution des jours de congés anniversaire X par l'espérance de vie jusqu'à la date d'attribution des jours de congés X par la probabilité de présence dans l'entreprise au moment de l'attribution de ces jours de congés.

Dates d'acquisition des congés : 10 ans, 20 ans, et 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise donnent droit respectivement à 5, 10 et 15 jours de congés.

En 2021, la table de mortalité utilisée était une table mixte hommes/femmes en fonction des effectifs de la SIRCA. La définition du périmètre des motifs de turnover a également fait l'objet d'une revue.

Provisions pour litiges

La provision comptabilisée à fin 2021 concerne quatre contentieux en cours, relatifs à des litiges avec d'anciens salariés de la Société.

5.2.3 Dettes

Les dettes sont constituées des éléments ci-dessous :

	2021			2020
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant Brut
(en milliers euros)				
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit: (1)				
- à un an maximum à l'origine	6 618	6 618		38
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunt et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	22 631	22 631		16 405
Personnel et comptes rattachés	25 588	25 588		21 160
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 017	12 017		11 280
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	21	21		5
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	5 041	5 041		4 651
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	2 597	2 597		4 335
Autres dettes	2 624	2 624		5 787
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	77 138	77 138		63 662

(1) emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Ce poste a fortement augmenté entre décembre 2020 et décembre 2021, passant de 0,04 million d'euros à 6,6 millions d'euros. Il s'agit du compte bancaire lié aux activités du pôle fournisseurs et du compte bancaire lié aux activités de paie.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste a augmenté par rapport à décembre 2020 passant de 16,4 millions d'euros à 22,6 millions d'euros soit une hausse de +38%.

Cette rubrique est constituée du poste relatif aux charges à payer « Fournisseurs Factures non Parvenues » pour un montant de 16,7 millions d'euros, constaté au 31 décembre sur la base du budget annuel.

Le poste « Fournisseurs » qui était nul en 2020 s'élève à fin 2021 à 5,9 millions d'euros. Ce solde est constitué pour l'essentiel d'une facture PACIFICA pour un montant de 4,9 M€ qui a été réglée début 2022.

Groupe et associés

Ce poste représente la dette de la SIRCA envers PACIFICA, liée à la régularisation sur les appels de fonds de l'exercice, soit 2,5 millions d'euros au titre des appels de fonds PJ – UGR et UGSE 2021.

Autres dettes

Ce poste représente la dette de la SIRCA envers les Caisses régionales et LCL, liée à la régularisation sur les appels de fonds de l'exercice, soit 2,6 millions d'euros au titre des appels de fonds IARD et ATM 2021.

5.2.4 Listes des cautions bancaires

Crédit agricole SA s'est porté caution sur les baux commerciaux suivants :

GARANTIE_NOM	CONTREPARTIE	DATE D'EFFET CAUTION	ENCOURS GARANTIES
PACIFICA CESSON SEVIGNE	STE OCDL	01/07/2017	46 412,39
PACIFICA_SIRCA_UGS_POITIERS_FUT UROSCOPE	VENDOME	01/04/2015	72 982,08
PACIFICA_SIRCA_UGS_METZ	ADIM EST	26/08/2011	89 582,02
Pacifica sirca UGS - Mont Saint-Aignan (Rouen)	IMEFA 113	14/12/2018	62 518,63
PACIFICA Clermont	SCI ZENITH TRIDENT C	01/04/2017	52 195,21
PACIFICA LE VERSEAU STRASBOURG	SCPI ALLIANZ PIERRE	01/11/2017	80 046,26
PACIFICA_BORDEAUX_PLAZA	FRUCTIREGIONS	01/09/2016	82 920,62
Pacifica Sirca UGS - Bois Guillaume (Rouen)	LA NORMANDE IMMOBILIERE	01/05/2018	74 193,54
Pacifica Sirca - Synergie Park Arras	SARL SYNERGIE PARK	01/09/2020	60 727,50
PACIFICA - SIRCA - SAINT ETIENNE	Keys les verts	01/09/2019	31 799,16
PACIFICA - NOUVEAU LYON	UNOFIMMO	15/06/2020	97 194,41
PACIFICA - SIRCA - LA ROCHE SUR YON	GIBOIRE ENTREPRISE ET COMMERCE	01/07/2020	34 065,50

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Informations spécifiques sur le personnel et les dirigeants

Effectif moyen (y compris contrat à durée déterminée)	2021	2020	2019
Direction	2		
Cadres	462	430	402
Non cadres	1 269	1 142	1100
Total du personnel	1733	1572	1503

6.2 Informations spécifiques sur le droit individuel à la formation

Depuis 2015, les comptes du droit individuel à la formation ont été transférés sur les comptes personnels de formation, désormais géré par la Caisse des Dépôts et Consignations. La société n'est donc plus détentrice de ces informations.

6.3 Informations spécifiques sur les honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'audit légal des comptes 2021 s'élève à 14.130 euros HT.

La répartition des honoraires entre les deux commissaires aux comptes est présentée ci-après :

Pour le cabinet EY : 7.065 € HT

Pour le cabinet PWC : 7.065 € HT

6.4 Informations opérations entreprises liées

(en milliers d'euros)	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan
TOTAL ACTIF	2021			2020		
Placements et immobilisations (Valeur Nette)	-		69 527	-		67 460
Participations	-		-	-		-
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-		-	-		-
Autres titres immobilisés	-		-	-		-
Autres titres			58 645			58 947
Autres immobilisations corporelles			9 600			7 161
Autres immobilisations financières			176			129
Autres immobilisations incorporelles			1 107			1 224
Autres Actifs	12 509		15 234	1 684		4 583
Avances et acomptes versés sur commande			348			460
Créances clients et comptes rattachés			901			519
Autres créances	135		1 097	101		1 578
Personnel et comptes rattachés			514			442
Disponibilités	12 374		12 374	1 583		1 583
TOTAL	12 509		84 761	1 684		72 044

(en milliers d'euros)	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan
TOTAL PASSIF	2021			2020		
Capital			7			7
Réserves réglementées			-			-
résultat			693			766
Provisions pour Charges			6 922			7 608
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 618		6 618	38		38
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-		-	-		-
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	1 250		22 631	3 893		16 405
Dettes fiscales et sociales			42 668			37 097
Autres dettes diverses	5 221		5 221	10 122		10 122
TOTAL	13 088		84 761	14 054		72 044

Mentions légales

SIRCA – Société en nom collectif au capital de 7.448 euros
Siège social : 8/10 Boulevard de Vaugirard 75724 Paris Cedex 15. 388 156 499 RCS Paris.
N° de TVA : FR 29 388 156 499.
Déclaration N° SAP 388156499.